

Actualités

Le G7, le G8, le G20 et après ?

Les Sommets du G20 comme ceux du G8 symbolisent la domination des principales puissances, ils servent à passer les compromis les plus favorables aux intérêts du capitalisme. C'est dans le cadre de ces compromis que se décident les politiques économiques et financières qui seront imposées aux peuples du monde.

Le récent sommet de Cannes s'est réuni dans une situation de crise extrême qui pose les questions de la réforme du système monétaire international, de la régulation financière (produits dérivés, paradis fiscaux, fonds spéculatifs...), de la corruption, de la volatilité des prix des matières premières. Est venu s'y ajouter le spectre de la dette devenue incontrôlable des États-Unis et de la zone euro. Une course à l'abîme qui est la conséquence des politiques décidées, depuis quarante ans, au sein des « G » qui se sont succédé, du G5 au G20, et dont les peuples payent le prix.

La tenue du G20 de Cannes conduit à deux constats. Le premier n'est pas nouveau : les décisions et orientations du sommet s'inscrivent dans la continuité des choix économiques et financiers adoptés depuis les années 1970, avec les conséquences humaines et sociales que l'on connaît, chômage, sous-développement, faim dans le monde. Le second marque un vrai tournant : la crise sys-

NILS ANDERSSON,
membre du Conseil scientifique
d'Attac

témique du capitalisme bouleverse les rapports de force au sein du G20 et les puissances historiquement dominantes ne sont plus les seuls maîtres.

Si le G20 de Cannes n'a pas rompu avec le système qui le génère, le processus institutionnel allant du G5 au G20 s'en trouve plus que déstabilisé en raison de l'affaiblissement du centre hégémonique fondateur. Un rappel historique aide à mesurer l'importance de ce basculement.

Pourquoi le G7 ?

Une constante traverse tout le processus qui a conduit au G20, le mot *crise* ; il est inscrit à l'ordre du jour dès les premières réunions informelles du G5 organisées au début des années 1970¹. Ces réunions se sont tenues dans un contexte bien précis, marqué par la crise

1. Le G5 réunit les ministres des Finances des États-Unis, de l'Allemagne, de la France, du Royaume-Uni et du Japon.

du système monétaire international à la suite de la décision de Richard Nixon, en 1971, d'abandonner la convertibilité en or du dollar et de mettre fin au système de Bretton Woods, et par la guerre du Kippour en 1973, à l'origine du premier choc pétrolier qui marque la fin des « Trente glorieuses ». S'amorce à la même période le tournant conservateur, avec la mise en place de politiques économiques néolibérales. Crises et néolibéralisme vont être les ressorts économiques et idéologiques des déclinaisons à venir de ces conciliabules, jusqu'au G20 inclus.

En 1975, ces réunions s'officialisent au niveau des chefs d'États et deviennent d'abord le G6 avec l'adjonction de l'Italie, puis le G7, en 1976, avec l'entrée du Canada. Elles sont présentées comme un moyen de « discuter des affaires du monde en toute franchise et sans protocole, dans une ambiance décontractée ».² Plus sérieusement, l'intention est d'avoir des réunions en aparté pour la « bonne gouvernance » de l'économie de marché et du système financier international, de se donner un lieu de concertation et de décision en dehors du cadre plus contraignant et visible de l'ONU, pour s'entretenir des communautés d'intérêts et des concurrences, inhérentes au système, qui divisent les puissances participantes.

La composition du G7 ne laisse guère de doute sur ses options politiques et économiques. Canada excepté, les puissances participantes, États-Unis, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni et Japon, ont chacune une histoire impériale et coloniale. Toutes sont membres de l'OTAN, à l'exception, pour des raisons géographiques, du Japon qui n'appartient pas à la zone euro-atlantique. Il n'y a donc pas d'ambiguïté sur la vision

géopolitique du monde qui est celle des membres du G7.

Noyau fondateur, le G7 Finance, réunissant les ministres des Finances, s'appuyant sur les puissantes administrations de ces ministères, va marquer les sommets du G7 et leur rôle d'instigateurs des politiques économique, financière et sociale à prescrire par le FMI, la Banque mondiale, le GATT puis l'OMC, l'OCDE ou l'Union européenne. Avec Reagan et Thatcher au pouvoir, ce rôle de directoire de la mondialisation néolibérale est affirmé dès le troisième sommet du G7 à Tokyo, en 1979. Les options économiques et sociales y sont alors clairement définies : « Les pénuries d'énergie et les prix élevés du pétrole ont provoqué un réel transfert de revenus... Toute tentative de compenser ces dommages par une augmentation correspondante des salaires n'aboutirait qu'à une inflation accrue »³. Salaires et chômage deviennent des variables d'ajustement.

En 1986, alors que la crise de la dette déstabilise les pays d'Amérique latine, la Déclaration finale du sommet de Tokyo souligne « la nécessité d'appliquer dans tous les pays des politiques d'ajustement structurel... Ces politiques incluent l'innovation technologique, l'adaptation des structures industrielles, la croissance du commerce et des investissements directs étrangers. » Concernant « les pays en développement et notamment les pays débiteurs » les plus durement touchés par la crise, ils sont appelés « à encourager le rapatriement des capitaux (ceux des transnationales s'entend), à améliorer l'environnement pour les investissements étrangers et à promouvoir des politiques commerciales plus ouvertes. » C'est l'ap-

2. Site officiel du G8 organisé à Évian en 2003.

3. Article 5 de la Déclaration finale du sommet de Tokyo.

pel à la libre circulation des capitaux, au « marché pur », à une politique de mise en concurrence mondiale et de déréglementation qui sera systématisée par le FMI et la Banque mondiale dans le cadre du Consensus de Washington.

Le G7 peut affirmer qu'il « ne se réfère à aucun corps de doctrine spécifique, qu'il n'est animé d'aucune idéologie », ce sont bien les règles et principes du néolibéralisme qui dictent ses options politiques.

Face aux conséquences dramatiques de la mondialisation économique, les intérêts bien compris du capitalisme obligent les gouvernements des principales puissances à accorder quelques prébendes aux pays du Sud, toujours soumis à l'exploitation et au pillage colonial ou néocolonial. Lors du sommet de Toronto, en 1988, des mesures d'ajustement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) sont prises. Pour juger de leur « efficacité », il suffit de se reporter aux chiffres de la Banque mondiale : entre 1989 et 2001, la dette des PPTE va passer de 141 à 214 milliards de dollars !

Les conséquences sociales et humaines des politiques prescrites par le G7 devenant toujours plus évidentes, l'opposition à la mondialisation néolibérale va se cristalliser autour de ces Sommets. Ainsi, lors de la tenue du G7 à Paris en 1989, sont organisés un « contre-sommet de l'Arche » réunissant des économistes⁴ et le concert « Ça suffât comme çï » à la Bastille, que l'on peut considérer comme la première manifestation citoyenne annonçant Seattle⁵ et les Forums sociaux.

4. Lors du G7 de Londres en 1984, s'était déjà tenu l'« Autre sommet économique », réunissant 170 participants de 16 pays.

5. Allusion aux manifestations à la fin novembre 1999 à Seattle, à l'occasion d'un sommet de l'Organisation mondiale du commerce. Il s'agit des premières manifestations altermondialistes d'envergure.

Pourquoi le G8 ?

Au cours des années 1990, l'effondrement de l'empire soviétique bouleverse profondément les équilibres mondiaux. Un des principaux objectifs du G7 est alors d'assurer « la transition financière de la Russie vers une économie de marché ». En 1993, la Russie reçoit du G7 le plus important plan d'aide depuis le plan Marshall et se voit accorder une tribune lors des Sommets du G7. Cependant, son admission rencontre une forte opposition du Japon (toujours la question des îles Kouriles, objet de contestation entre les deux pays), et pose la question de l'entrée au sein du « club des riches » d'un pays dont le PNB par habitant est inférieur à celui du Brésil, dans lequel la production est en forte chute (-40% entre 1990 et 1998) et qui connaît, en 1994, une inflation de 220%. Mais la conviction que l'intégration de la Russie au G7 servira à l'arrimer à l'économie de marché et à mieux contrôler l'utilisation de l'aide accordée va prévaloir.

Cette intégration va s'effectuer par étapes et c'est lors du sommet de Denver, en 1997, que le G7 devient le G8 avec l'admission comme membre presque à part entière de la Russie. *Presque*, car elle demeure à l'écart d'une instance essentielle, celle où les choses se dessinent, les réunions du G7 Finance.

Si l'économie et la finance sont le champ d'intervention privilégié du G8, ce cercle fermé doit, pour ses participants, être un lieu de décision globalisé. Ainsi, doublant, usurpant même le rôle de l'ONU, les sommets du G8 mettent à l'ordre du jour de leurs discussions la crise des Balkans, les guerres dans le Proche et Moyen-Orient, le terrorisme, la prolifération nucléaire, les questions énergétiques, l'environnement, l'éducation,

la criminalité internationale, la société d'information..., alors qu'ils se montrent discrets à propos du développement, du chômage, de la santé ou des questions sociales. Le G8 s'attribue ainsi un rôle de « gouvernement mondial » illégitime, dans la mesure où il s'est constitué hors de toute démarche internationale et à l'encontre du multilatéralisme, en réservant son accès à des puissances qui se cooptent entre elles. Si, en 1997, les États qui le composent représentent plus de 67% du PNB mondial, 85,5% de la population mondiale ne sont pas représentés dans le G8. Certes, le droit de se réunir existe pour tout État, mais aucun État ou groupe d'États ne devrait s'arroger le pouvoir d'imposer ses décisions aux autres nations.

Pourquoi le G20 ?

Au début du XXI^e siècle, politique impérialiste de guerre, crises économiques et montée en puissance des économies émergentes intensifient les contradictions et déstabilisent le nouvel ordre mondial né de l'implosion de l'Union soviétique. La domination des principales puissances capitalistes est mise en question, le centre de gravité du monde se déplace.

Pour les puissances occidentales, « le fait que des pays émergents ne soient pas représentés au sein du G8 amenuise la capacité de ce dernier de traiter adéquatement de certaines questions relatives à l'évolution du système économique et financier international ». La décision est donc prise de créer le G20 comme lieu de discussion entre pays industrialisés et pays émergents. Comme lors de l'intégration de la Russie, l'élargissement du G8 en G20 va s'effectuer par étapes. Le processus s'amorce dès 1999 lors d'une réunion des ministres des Finances du

G7, traditionnel poisson-pilote, et sera concrétisé en 2008 lors du sommet de Washington.

Le G20 marque donc la nécessité, pour gérer les antagonismes entre centre et périphérie et pour renforcer « l'architecture financière internationale », d'intégrer de nouvelles puissances mondiales ou régionales. Sont ainsi cooptés pour l'Asie, la Chine – seul des cinq Grands à n'être pas jusque là membre du G8 –, l'Inde, la Corée du Sud, l'Indonésie et l'Arabie saoudite ; pour l'Océanie, l'Australie ; pour l'Afrique, l'Afrique du Sud ; pour l'Amérique du Sud et centrale, le Brésil, l'Argentine et le Mexique ; pour l'Eurasie, la Turquie. Bien que déjà représentée par cinq États, l'Union européenne devient également membre à part entière du G20.

Confirmation de l'intention du faire du G20 un instrument privilégié de la « bonne gouvernance » de l'économie de marché, le directeur général du FMI, le président de la Banque mondiale, le président du Conseil de stabilité financière (ex Forum de stabilité financière)⁶ et le directeur de l'OMC participent à ses sommets.

Le G20 est apparu à plusieurs reprises comme une instance de décision globalisée. Ce fut particulièrement évident lors de la conférence sur la crise bancaire et financière mondiale dénommée G192, en référence au nombre des membres de l'ONU, convoquée par le président de l'Assemblée générale Miguel d'Escoto, en 2009, pour y discuter le rapport Stiglitz⁷.

6. Le Conseil de stabilité financière a été créé lors de la réunion du G20 à Londres en avril 2009. Il regroupe des banques centrales et ministères des Finances, des organisations financières internationales, etc. Il a succédé au Forum de stabilité financière institué en 1999 à l'initiative du G7.

7. Il s'agit du rapport commandé par l'ONU,

Alors que cette conférence devait laisser s'exprimer tous les États à l'occasion du débat suscité par une crise ayant provoqué une récession mondiale, le G192 fut boycotté par les principales puissances et le G20 imposé comme instance de décision. On devine le résultat !

Soulignons également que l'admission dans le G20 de « nouvelles puissances » d'Asie, d'Afrique et des Amériques n'a pas modifié le caractère de l'organisme. Le principe reste celui de la cooptation, sans que les pays non retenus aient eu leur mot à dire. De plus, l'histoire passée comme la plus récente sont là pour le démontrer, les nouvelles puissances, comme celles qui les ont précédées, ont chacune des intérêts propres, régionaux ou globaux, à défendre, intérêts dont la somme ne constitue nullement la base d'un ordre mondial équitable. Ordre mondial qui ne peut exister que dans le respect du multilatéralisme qui, s'il ne régit pas le système onusien, fonde les Nations Unies.

En se dotant des attributions d'un organisme supranational pour imposer, hors de tout cadre multilatéral, sans contrôle démocratique et citoyen, des choix politiques et militaires dont dépend l'avenir de l'humanité, le G20 n'est pas plus légitime que le G8. Plus encore, il institutionnalise dans les relations internationales une hiérarchie des pouvoirs qui aggrave les inégalités entre les nations sur les cinq continents et conscrit le rôle des citoyens à regarder, sur grand ou petit écran, les échanges de poignées de main et les accolades entre mandataires des transnationales.

On dit, pour légitimer le G20, qu'il représente 85 % du commerce mondial,

les deux tiers de la population mondiale et plus de 90 % du produit mondial brut. Certes, mais il en est de l'égalité des droits entre les nations comme de l'égalité des droits entre les citoyens, rien n'autorise un groupe d'États, arguant de leur puissance politique, économique, démographique ou militaire, à se constituer en « gouvernement mondial », et à en exclure 173 autres États, membres des Nations unies.

Le G20 et après ?

L'histoire ne s'arrête pas, elle est même dans un moment d'accélération, tant pour les mobilisations des peuples que pour l'évolution des rapports de force mondiaux. C'est donc dans un moment de transition, où « l'ordre mondial » n'est plus celui de l'après chute du Mur mais n'est pas encore celui à venir, que s'est réuni le G20 de Cannes.

Avec la crise de la dette étatsunienne et celle de l'euro, ce n'est pas la « périphérie », mais les puissances occidentales qui sont au cœur du cyclone. Situation d'autant plus alarmante que le déclin démographique touche la plupart d'entre elles, ainsi que le Japon. Les équilibres mondiaux s'en trouvent modifiés à l'avantage des zones émergentes. Il ne s'agit donc pas d'un fait conjoncturel, mais du passage à un nouvel ordre international.

Un indice en est l'organisation en juin 2009, sept mois seulement après l'officialisation du G20, du premier sommet du BRIC réunissant le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie, devenu en 2011 le BRICS avec l'adhésion de l'Afrique du Sud⁸. Ces pays sont membres du G20, il ne s'agit donc pas d'un contre-G20, mais

« Pour une vraie réforme du système monétaire et financier international après la crise mondiale » publié par *Les Liens qui Libèrent*, en septembre 2010.

8. La Turquie pourrait être le prochain adhérent du BRICS.

du début d'une polarisation interne au G20 lui-même.

On peut être tenté, certains le font, d'ironiser sur le manque d'homogénéité du BRICS. Que dire alors de l'Union européenne ? Et de l'Europe face aux États-Unis ? Il ne s'agit naturellement pas de surestimer le BRICS, le PIB des pays qui le composent (prévisions pour 2011) ne représente que 34,7% du PIB des membres du G7. Il convient cependant de ne pas tirer de conclusions hâtives de cette comparaison, ce serait ignorer deux autres données essentielles. La population d'abord, les pays du G7 ne représentent que 25,7% de la population des pays appartenant au BRICS. La croissance ensuite : selon les prévisions du FMI, en 2015, 61% de la croissance mondiale serait assurée par les cinq membres du BRICS. La dynamique est donc à chercher de ce côté !

Quels sont les facteurs déterminants pour les rapports de force à venir ?

Poser la question c'est en partie y répondre⁹. La réforme de la « gouvernance » économique mondiale est à l'ordre du jour des réunions du BRICS. Ses participants se retrouvent dans la critique de la politique économique du G7. Quand ils demandent que le panier de monnaies – dollar, euro, livre sterling et yen – qui fixe la valeur du DTS (Droit de tirage spécial) au sein du FMI, soit élargi à d'autres monnaies, notamment au yuan, des réserves sont certes émises par certains membres du BRICS, la sous-évaluation du yuan ayant également des effets négatifs sur leurs économies. Mais

tous s'accordent pour mettre fin au monopole du dollar comme monnaie de réserve et d'échange. Une question que la nouvelle phase de la crise économique et financière pose avec une acuité particulière. Une possible aide des BRICS à la zone euro s'inscrit dans ce contexte.

La réunion le 22 septembre 2011 des ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales du BRICS pour proposer un plan d'aide à la zone euro par un apport de FMI, réunion qui s'est tenue avant celle du G20 Finance, est sans conteste une manifestation du grand tournant qui se dessine. Les réserves des pays membres du BRICS sont considérables, 3200 milliards de dollars pour la Chine, 525 milliards pour la Russie, 350 milliards pour le Brésil et 320 milliards pour l'Inde.

Ce plan a fait l'objet d'âpres discussions lors du G20 Finance le 15 octobre 2011, même si toutes les parties concernées sont dans une logique capitaliste. Pour les prêteurs potentiels du BRICS, l'objectif est double :

- toute aide implique dans cette logique une réciprocité. La zone euro devra donc autoriser ou favoriser la pénétration dans des secteurs clés de son économie, accorder des clauses commerciales plus favorables, (par exemple pour la Chine, le statut de « l'économie de marché »), etc. ;

- cette aide, selon Dilma Rousseff, présidente du Brésil, « pourrait prendre la forme, peut-être, d'un apport au Fonds monétaire international »¹⁰. Mais derrière cette proposition se cache la question de l'influence des membres du BRICS dans le FMI. Ils n'y disposent que de 11,04% des votes, ce qui leur interdit le droit de

9. Voir Nils Andersson, « Multipolarisation ou multilatéralisme » publiée dans *Les Cahiers de l'Institut de documentation et de recherche sur la paix (IDRP)*, septembre 2011.

10. Ram Etwareea, « Les BRICS marchandent leur aide à la zone euro », *Le Temps*, 5 septembre 2011.

blocage fixé à 15% (droit dont seuls les États-Unis et l'Union européenne bénéficient). Faire de leur aide à la zone euro un apport de capital au FMI augmenterait leurs droits au sein de celui-ci.

Au-delà des photos de famille

Le G20 de Cannes n'a donc pas seulement marqué une continuité. Les rapports de force qui ont prévalu jusqu'ici pour la « bonne gouvernance » de l'économie de marché sont profondément modifiés, et sans doute de façon irréversible. Mais les pays membres du BRICS cherchent à établir de nouveaux rapports entre puissances impérialistes historiques et puissances émergentes, sans contester pour autant le système capitaliste. Quand le Premier ministre chinois, Wen Jiabao, parlant des États-Unis et de l'Europe, déclare lors de la réunion du Forum économique mondial de Dalian, en Chine, en septembre 2011 : « Ces pays doivent d'abord mettre de l'ordre chez eux. Ils doivent maintenant prévenir la contagion de la crise de la dette »¹¹, il reprend une injonction familière aux membres du G7. Sauf que, basculement de l'histoire, c'est un pays émergent qui la leur adresse comme un retour à l'envoyeur.

L'hégémonie des États-Unis sérieusement battue en brèche, l'Europe quémandeuse voit son statut de *Grand* malmené, ceux auxquels on condescendait à accorder des strapontins se portent aujourd'hui au secours de leurs anciens hiérarques.

Cela ne fait que confirmer l'illégitimité du G20. Si l'objectif initial de ces réunions était de colmater au mieux les crises successives du capitalisme en imposant au monde le carcan néolibéral,

il s'agit aujourd'hui pour les participants au G20 de sauver le système des conséquences des politiques adoptées depuis plus de quarante ans lors de ces sommets. Mais les compromis passés et les mesures adoptées ne traitent pas le mal à la racine. La dérégulation financière prônée, dès sa création, par le G7, a été poursuivie par le G8 et élargie à la planète par le G20.

Ce cours, proclamé comme le seul possible, peut être interrompu et même inversé. De multiples signes en témoignent. Parmi eux, l'irruption des peuples, qui subissent mais ne sont en rien responsables, et font aujourd'hui entendre leurs souffrances et leurs aspirations. Le G8 et le G20 sont un exemple des directoires où les gouvernements des grandes puissances décident, entre eux et pour eux, en dehors de toute possibilité d'intervenir pour les citoyens. Et, par conséquent, une illustration du recul de la démocratie dans chaque espace national mais aussi à l'échelle du monde. ■

11. Ram Etwareea, art. cit.